

Les boycotts de détaillants se propagent à travers l'Europe du Sud-Est : Un combat pour des prix équitables

Toutes les versions de cet article : [[English](#)] [français]

dimanche 23 mars 2025, par [NOVAK Adam](#), [PANDURI Fiona](#), [RADOVANIĆ Ivan](#)

Les consommateurs à travers l'Europe du Sud-Est ont atteint leur point de rupture. La flambée des prix des produits de première nécessité a poussé les budgets des ménages à leurs limites, déclenchant une vague de boycotts qui s'est rapidement propagée dans toute la région, de la Croatie à la Bulgarie. Ce qui a commencé comme des protestations localisées s'est transformé en un mouvement régional unifié exigeant la justice économique et des prix équitables. Les cibles sont les chaînes de supermarchés d'Europe occidentale et les entreprises franchisées qui dominent les marchés locaux.

Le mouvement de boycott s'est enflammé en Croatie en janvier 2025, lorsque l'office des statistiques a confirmé une inflation de 5%, la plus élevée de la zone euro. Un groupe Facebook appelé « Hé, Inspecteur » (« Halo, Inspektore ») a lancé le premier boycott d'une journée le vendredi 24 janvier. Il a reçu un soutien massif des citoyens, avec une baisse de 43% du nombre de clients et une chute de 50% des ventes dans les principales chaînes de distribution, par rapport au vendredi précédent. De nombreux magasins à travers la Croatie étaient presque vides, les acheteurs ayant répondu à l'appel au boycott. Fort de ce succès, le groupe tente de faire du vendredi un jour régulier de boycott du commerce de détail.

L'effet d'entraînement régional

Le boycott croate a rapidement inspiré des mouvements similaires dans les pays voisins, avec des consommateurs en Bosnie-Herzégovine, au Monténégro, en Macédoine du Nord, en Serbie et au Kosovo qui ont tous rejoint la protestation contre l'escalade des dépenses alimentaires et ménagères.

La Macédoine du Nord a rejoint le boycott le 31 janvier, les citoyens étant frustrés par la hausse des prix malgré l'initiative du « panier du Nouvel An » du gouvernement qui avait permis aux détaillants de baisser volontairement leurs prix. Beaucoup ont estimé que cet effort était inadéquat, surtout après l'émergence de rapports selon lesquels certains détaillants avaient augmenté les prix avant de les réduire. La Direction des revenus publics a rapporté que le boycott a entraîné une baisse de plus de 46% du chiffre d'affaires total par rapport au vendredi précédent, démontrant l'impact économique significatif de l'action collective des consommateurs.

Le boycott de la Serbie a également commencé le 31 janvier, entrelacé avec les protestations étudiantes en cours qui avaient lieu depuis novembre 2024 suite à l'effondrement tragique d'un auvent de gare à Novi Sad. L'Association de protection des consommateurs Efektiva a appelé les citoyens à boycotter cinq grandes chaînes de vente au détail, entraînant une réduction de 21,5% des reçus émis et une baisse de 37% du chiffre d'affaires.

Le mouvement a gagné en dynamisme en février. Efektiva a annoncé un boycott de cinq jours des principales chaînes de vente au détail — y compris Deleze (exploitant « Maxi » et « Shop&Go »), Merkator (propriétaire de « Idea » et « Roda »), ainsi que « DIS », « Lidl » et « Univerexport » — du 10 au 14 février. « Depuis le dernier boycott du vendredi 31 janvier 2025 et après un appel public aux commerçants pour qu'ils prennent des mesures concrètes pour réduire les prix, certains commerçants boycottés ont en fait augmenté les prix. Cela nécessite une nouvelle révolte des consommateurs, qui se traduira par un boycott de 5 jours, » a annoncé Efektiva sur leurs réseaux sociaux.

Cette action prolongée a été soutenue par des étudiants participant au blocus en cours. Ils ont averti que s'il n'y avait pas de réaction concrète après ce boycott, ils prendraient, avec les consommateurs, la décision de boycotter des commerçants individuels pour une période plus longue, visant à les forcer à baisser les prix. L'appel à un boycott de cinq jours a également été soutenu par les associations de consommateurs Prosperitet de Novi Sad et l'Union républicaine des consommateurs de Belgrade.

Le boycott du Kosovo a mis en évidence la disparité flagrante entre les salaires locaux et les prix des produits. Le groupe Facebook « LE KOSOVO BOYCOTTE » (« KOSOVA BOJKOTON »), créé le 1^{er} février, a rapidement rassemblé environ trois mille citoyens qui ont partagé des photos de produits alimentaires aux prix exorbitants et des comparaisons montrant que les prix au Kosovo correspondent souvent ou dépassent ceux des nations européennes plus riches malgré des salaires significativement plus bas.

Par exemple, un litre de lait coûte environ 1,35 € au Kosovo, contre 0,97 € au Portugal, 1,14 € en Allemagne et 1,17 € en Belgique. Les produits kosovars produits localement sont parfois plus chers chez eux qu'à l'étranger. Un exemple frappant partagé dans le groupe Facebook a montré qu'un type populaire de café produit au Kosovo coûte 5,95 CHF (6,32 €) en Suisse, 2,95 € en Autriche, mais un stupéfiant 7,99 € au Kosovo même.

Le 19 février, la Grèce a poussé le concept de boycott plus loin avec la Fédération générale des consommateurs de Grèce (INKA) qui a mené une grève des dépenses complète. Les citoyens ont été priés de s'abstenir de toutes transactions financières pour la journée — y compris les paiements aux banques et services publics, les factures de services publics et les achats dans les supermarchés, cafés, restaurants et magasins commerciaux. INKA a rapporté que le boycott était réussi et a promis d'autres actions similaires à venir.

Le contexte économique

Ces boycotts se déroulent dans un contexte de coûts de la vie en escalade à travers l'UE, où les salaires mensuels n'ont pas réussi à suivre le rythme des prix en hausse. Selon l'Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) d'Eurostat, le prix moyen des aliments dans l'UE a atteint 145,2 points en décembre 2024 (sur une base de 100 en 2015).

La Roumanie a enregistré le taux d'inflation annuel le plus élevé à 5,4%, suivie de la Belgique à 4,8% et de la Croatie à 4,0%. Le marché des aliments et des biens de consommation dans l'Union européenne est largement contrôlé par les principales chaînes de supermarchés et détaillants. Tandis que les clients font face à la hausse des prix, les agriculteurs locaux sont confrontés à des défis pour obtenir des prix qui couvrent les coûts de production, notamment compte tenu de la concurrence des importations et de l'influence des grands détaillants.

Un mouvement qui prend de l'ampleur

Ce qui a commencé en Croatie s'est maintenant propagé en Serbie, au Monténégro, en Bosnie-Herzégovine, en Slovénie, en Macédoine du Nord, au Kosovo et au-delà, avec la Bulgarie, la Roumanie, la Grèce et l'Albanie qui ont tous rejoint le mouvement.

Les boycotts représentent plus qu'une simple tactique — ils sont un puissant appel au changement. Les citoyens à travers l'Europe du Sud-Est exigent que leurs autorités s'attaquent à l'inflation, augmentent les salaires minimums et améliorent les conditions de vie. Malgré divers efforts gouvernementaux, les gens ne sont plus satisfaits de ce qu'ils perçoivent comme des demi-mesures.

Alors que ce mouvement de consommateurs prend de l'ampleur dans toute la région, il est évident qu'un éveil collectif est en cours. Les individus se rassemblent, exploitant leur pouvoir de consommateurs pour pousser à l'action des gouvernements et des détaillants. Pour beaucoup, ce n'est pas seulement une expression passagère d'insatisfaction ; c'est un mouvement pour la justice économique. Bien que l'impact futur reste incertain, une chose demeure ferme : les voix du peuple seront entendues alors qu'ils plaident pour un avenir où chacun a accès aux nécessités de base à des prix équitables et à un niveau de vie décent.

Adam Novak, Fiona Panduri, Ivan Radovanić

P.-S.

Cet article est basé sur les rapports suivants :

<https://europeandme.eu/retail-boycotts-across-southeast-europe-a-fight-for-fair-prices/>

<https://www.masina.rs/ziveti-bojkot-preziveti-kapitalizam/>

<https://www.masina.rs/danas-pocinje-petodnevni-bojkot-velikih-trgovinskih-lanaca-u-srbiji/>